

# Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

## RESULTATS ANNUELS 2018<sup>1</sup>

### NOUVEL EXERCICE DE FORTE CROISSANCE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS. OBJECTIFS 2019 PLEINEMENT CONFIRMES

- **CHIFFRE D'AFFAIRES :**
  - 25 911 M€, +6,5%<sup>2</sup> ET +4,7% EN ORGANIQUE
  - MAINTIEN DU RYTHME DE CROISSANCE DES NEUF PREMIERS MOIS AU QUATRIEME TRIMESTRE, A +6,4%<sup>2</sup>
- **EBITDA :**
  - 3 392 M€, EN CROISSANCE DE +7,3%<sup>2</sup>
  - +8,4%<sup>2</sup> AU QUATRIEME TRIMESTRE
- **302 M€ D'ECONOMIES REALISEES EN 2018, EN LIGNE AVEC L'OBJECTIF**
- **EBIT COURANT :**
  - 1 604 M€, EN CROISSANCE DE +9,7%<sup>2</sup>
- **RESULTAT NET COURANT PART DU GROUPE :**
  - 675 M€ EN HAUSSE DE +14,7%<sup>2</sup> HORS PLUS-VALUES
- **PROPOSITION DE HAUSSE DU DIVIDENDE DE 10%, A 0,92€ PAR ACTION**
- **OBJECTIFS 2019 PLEINEMENT CONFIRMES**

**Antoine Frérot, Président Directeur Général du Groupe a commenté :** «2018 a été une nouvelle année d'accélération pour Veolia, avec une activité et des résultats en nette croissance. L'activité a ainsi progressé de 6,5%, plus soutenue encore que l'exercice précédent, et le résultat net courant a bondi de 14,7%<sup>2</sup>. Le succès de notre stratégie se confirme année après année. Il repose sur notre dynamisme commercial, couplé à une stricte discipline en matière d'efficacité opérationnelle et de réductions de coûts. Cette performance se retrouve dans l'ensemble de nos segments d'activités et de nos géographies, témoignant de la pertinence et de la cohérence de nos choix. Elle confirme notre capacité à capter les meilleures opportunités de croissance rentable, ainsi qu'à renforcer notre niveau de compétitivité. Nos perspectives demeurent favorables. 2019 devrait ainsi être une nouvelle année de croissance soutenue. Nos objectifs sont donc pleinement confirmés et s'inscrivent, après prise en compte de l'effet des variations de change, dans le haut de la fourchette initialement communiquée.»

<sup>1</sup> Données en cours d'audit

<sup>2</sup> A change constant

En données publiées (à change courant) : chiffre d'affaires en hausse de +4,4%, croissance de l'EBITDA de 5,4%, croissance de l'EBIT courant de 7,1%, résultat net courant part du groupe en hausse de 10%, et en hausse de 11,8% hors plus-values.

- **Chiffre d'affaires de 25 911 M€ contre 24 818 M€ en 2017 retraité, en croissance soutenue de 4,4% en courant, de 6,5% à change constant et de 4,7% à périmètre et change constants.**

La variation défavorable des changes a pénalisé à hauteur de 2,1% l'évolution du chiffre d'affaires de l'exercice 2018 (-530M€).

A change constant, la progression de l'activité est restée forte tout au long de l'année avec +7% au T1, +5,1% au T2, +7,8% au T3 et +6,4% au T4.

Hors activités Travaux et prix des énergies, la croissance a accéléré avec +4,6% au T1, +5,3% au T2, +5,1% au T3 et +6,4% au T4, soit une croissance de 5,4% sur l'ensemble de l'exercice.

La hausse du chiffre d'affaires a été principalement portée par un très bon dynamisme commercial avec de nombreux gains de contrats et des volumes très bien orientés notamment dans la Propreté pour un total de 752 M€ (soit +3%) et un effet prix de 243 M€ (soit +1%). La hausse des prix des énergies à hauteur de 177 M€ a été partiellement absorbée par la baisse des prix des papiers recyclés (-117 M€).

Par zone géographique et à change constant, les évolutions ont été les suivantes :

- En France, l'activité a retrouvé la croissance, avec une progression de +1,6%. L'Eau est stable (-0,1%), les volumes ont enregistré une baisse de 0,7% après +1% en 2017, et les tarifs ont progressé de 0,7% après +0,2% en 2017. La très bonne dynamique commerciale de 2017 s'est poursuivie en 2018. Les Déchets ont réalisé une bonne performance, avec une croissance de +3,6% grâce à une bonne conquête commerciale et des volumes de traitement en hausse, qui ont plus que compensé l'impact de la baisse des prix de 25% des papiers recyclés.
- L'Europe hors France est en nette hausse de +7,2% à change constant, un rythme comparable à celui enregistré en 2017 (+6,4%). Toutes les régions enregistrent une croissance solide. L'Europe Centrale et Orientale progresse de 7,8% sous l'effet de bonnes performances à la fois dans l'Eau et l'Energie, malgré un effet climat légèrement défavorable. L'Allemagne est en croissance de 3,5% grâce à de bonnes performances commerciales et à la bonne intégration des acquisitions dans la Propreté qui ont plus que compensé la baisse des prix des papiers. Le Royaume-Uni (y compris l'Irlande) est en hausse de 4,1% avec une bonne conquête commerciale et une amélioration du taux de disponibilité des PFIs (95% vs 93% en 2017). Bonne performance des pays nordiques (+29,2%) grâce aux effets périmètre, ainsi que de la péninsule ibérique (+11,6%) très dynamique sur le marché de l'efficacité énergétique. L'Italie a retrouvé la croissance en 2018, à +2,4% grâce à un taux de renouvellement élevé dans le municipal et un bon développement chez les industriels.
- Le Reste du monde continue d'afficher une croissance forte (+11,9% après +11,6% en 2017). L'Asie poursuit sa forte croissance (+16,9%) avec une progression de +13,3% en Chine, portée par les succès dans les déchets toxiques, l'ouverture de nouvelles unités de traitement et la montée en puissance des contrats industriels dans l'Eau et l'Energie. L'Amérique Latine est en forte hausse de +38,2%, grâce à un bon dynamisme commercial, les hausses tarifaires et l'intégration de Grupo Sala en Colombie. Le Pacifique a crû de 5,4% grâce à la bonne croissance des services industriels. L'Amérique du Nord progresse de 3,9% mais de 12% à périmètre et change constant après la cession de son activité services industriels, grâce à une très bonne saison de chauffe au T1 et le démarrage de nouveaux contrats d'efficacité énergétique (Du Pont). L'Afrique Moyen Orient a progressé de +7,8%.
- Les Activités mondiales ont enregistré une progression de +3,7% à change constant. Les Déchets Toxiques continuent de progresser sensiblement (+10,4%), avec des volumes traités en croissance, des prix en hausse et une activité recyclage des huiles porteuse. Les activités de Veolia Water Technologies sont en retrait de -6,2% avec la poursuite de la baisse de la partie Travaux et la réorientation vers les solutions packagées et la vente de technologies. La SADE est en croissance de +4,5% avec des activités bien orientées en France et dans les Télécom et un redimensionnement des activités à l'international. VIGS (prestations multiservices aux industriels) a de nouveau crû à deux chiffres en 2018, avec une hausse de +12,3%, porté par ses succès commerciaux auprès d'Arcelor Mittal notamment.

- *Par métier*, l'Eau est en hausse de +2,3% à change constant. La partie Exploitation-Assainissement progresse de +3,8% tandis que le pôle Technologies et Travaux est en retrait de -1,9% à change constant. Les Déchets sont en très forte progression (+9,2% à change constant) avec des volumes en hausse de +3,6%, des prix en croissance de +2,2% et un effet prix des matières recyclées défavorable (-1,0%) auxquels s'ajoute un effet périmètre de +4,3%. L'Energie croît également fortement (+11% à change constant), avec un bonne dynamique commerce/volumes, un effet périmètre négligeable et un effet prix de +2,3%.
  
- **EBITDA de 3 392 M€ contre 3 217 M€ en 2017 retraité soit une croissance de 5,4% en courant et de 7,3% à change constant**
  - L'effet change a pénalisé la hausse de l'EBITDA à hauteur de -60 M€.
  - L'EBITDA a d'abord bénéficié de la croissance soutenue du chiffre d'affaires et de la poursuite des efforts de réduction de coûts qui ont atteint 302 M€ en 2018. L'effet positif Commerce/Volumes s'établit à +120 M€ et les acquisitions ont contribué à hauteur de +80 M€. Le climat a eu un effet négatif de -29 M€ (-16 M€ dans l'Energie et -13 M€ dans l'Eau) après +19 M€ en 2017. Le prix des énergies a pesé pour -27 M€, la baisse du prix des matières recyclées pour -16 M€ et la hausse du prix du gasoil pour -26 M€. Le pincement dû à la hausse des coûts salariaux supérieure à l'indexation tarifaire des contrats a eu un effet négatif de -130 M€.
  - *Par segment et à change constant* : l'EBITDA de la France a atteint 802 M€, en hausse de 1,7%. Il progresse de 4,8% dans l'Eau grâce à l'amélioration de l'indexation des contrats et aux économies induites par le plan Osons 20/20. L'EBITDA est en revanche en repli de -5,1% dans les Déchets sous l'effet combiné de la baisse des prix des papiers recyclés et de la hausse du prix du gasoil. L'EBITDA de l'Europe hors France est en croissance de +3,9% avec une performance à deux chiffres pour l'Allemagne, le Benelux, l'Italie et la péninsule ibérique, une croissance de 4,7% au Royaume-Uni et une stabilité en Europe Centrale et Orientale avec un effet climat négatif et un pincement du prix des énergies. L'EBITDA du Reste du monde est une nouvelle fois en très forte croissance (+15,3%) grâce aux très bonnes performances en Chine (+18,2%), dans le reste de l'Asie (+19,6%) et en Amérique Latine (+34,9%). L'EBITDA des activités mondiales est en progression de 6,8%, principalement grâce à la bonne performance des Déchets toxiques et de VIGS.
  
- **EBIT Courant de 1 604 M€ contre 1 497 M€ en 2017 rétraité, en croissance soutenue de 7,1% en courant et de 9,7% à change constant.**
  - L'effet change a pénalisé la croissance de l'EBIT Courant à hauteur de -38 M€.

L'amélioration de l'EBIT Courant à change constant est le résultat :

- de la forte croissance de l'EBITDA
  - de l'augmentation des charges d'amortissement à change constant (+4,9%) à 1 569 M€, reflétant la hausse des investissements de croissance et les effets périmètre
  - d'un solde de reprises/dotations aux provisions et autres en forte baisse, à +80 M€ contre +119 M€ en 2017
  - et de la progression de la contribution des entités mises en équivalence, à 116 M€ contre 98 M€ en 2017 retraité, grâce aux bonnes performances en Chine, en hausse de 19% à 73 M€ et à la réalisation d'une plus-value de 16 M€ lors de la cession d'une participation aux Etats-Unis.
- **Croissance du Résultat Net courant part du groupe de 10% et de +13,3% à change constant, à 675 M€ contre 614 M€ en 2017 retraité.** Corrigé des plus-values de cessions nettes, le résultat net courant part du groupe est en hausse de 14,7% à change constant.

- Le coût de l'endettement financier net est stable, à -414 M€
- Le taux d'impôt s'établit à 22%, contre 23% en 2017 retraité.
- La part des minoritaires est en hausse à -162 M€ contre -137 M€ en 2017 retraité, notamment en Allemagne et en Asie.
- **Le résultat net part du Groupe est en croissance de 15,5% à change constant à 439 M€ contre 398 M€ en 2017 retraité.**
- **Le Free cash-flow net s'élève à 568 M€** grâce à des investissements nets maîtrisés (1 811 M€ en hausse de 103 M€) et à une bonne gestion du BFR (en baisse de 62 M€).
- **L'Endettement financier net s'établit à 9 749 M€** après le remboursement de la dette hybride pour un montant de 1 452 M€ en avril 2018. Le levier ressort à 2.87x au 31/12/2018. Ces chiffres ne prennent pas en compte la cession du solde de la participation de Veolia dans Transdev, le 9 janvier, pour un montant de 340 M€. Le Groupe poursuit une revue régulière de son portefeuille d'actifs et à ce titre, évalue notamment la pertinence du maintien des réseaux de chaleur et de froid aux Etats-Unis au sein du Groupe.

\*\*\*\*\*

**Nouvelle hausse du dividende, à 0,92€ par action, payé à 100 % en numéraire au titre de l'exercice 2018 contre 0,84€ par action au titre de l'exercice 2017.**

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 18 avril 2019 le versement d'un dividende de 0,92€ par action au titre de l'exercice 2018, payable en numéraire. La date de détachement du dividende est fixée au 14 mai 2019. Les dividendes 2018 seront versés à partir du 16 mai 2019.

\*\*\*\*\*

- **Perspectives 2019**
  - Poursuite de la croissance du chiffre d'affaires
  - Economies de coûts d'au moins 220 M€
  - EBITDA compris entre 3,5 Mds€ et 3,6 Mds€\*
  - Croissance du dividende en ligne avec celle du résultat net courant

\* à change constant (base fin 2018) et hors impact IFRS 16

*L'ensemble des résultats 2018 sont comparés aux données 2017 « pro forma » IFRIC 12 et retraitées du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités du Groupe au Gabon conformément à la norme IFRS5.*

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

---

Le groupe **Veolia** est la référence mondiale de la gestion optimisée des ressources. Présent sur les cinq continents avec plus de 163, 000 salariés, le Groupe conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, qui participent au développement durable des villes et des industries. Au travers de ses trois activités complémentaires, Veolia contribue à développer l'accès aux ressources, à préserver les ressources disponibles et à les renouveler.

En 2018, le groupe Veolia a servi 100 millions d'habitants en eau potable et 61 millions en assainissement, produit 54 millions de mégawattheures et valorisé 30 millions de tonnes de déchets. Veolia Environnement (*Paris Euronext* : *VIE*) a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires consolidé de 25,91 milliards d'euros. [www.veolia.com](http://www.veolia.com)

### **Avertissement important**

Veolia Environnement est une société cotée à Euronext Paris et le présent communiqué de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passée, présentes et futures, de même que les autres risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement ([www.veolia.com](http://www.veolia.com)) copie des documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers.

Ce communiqué de presse contient des indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »). Ces indicateurs non GAAP pourraient être définis différemment des indicateurs similaires publiés par d'autres groupes, et ne doivent pas se substituer aux indicateurs préparés en conformité avec les normes IFRS.

## Contacts

---

### **Relations Presse Groupe**

Laurent Obadia

Sandrine Guendoul

Tél : + 33 (0)1 85 57 42 16

[sandrine.guendoul@veolia.com](mailto:sandrine.guendoul@veolia.com)

### **Relations Investisseurs & Analystes**

Ronald Wasylec - Ariane de Lamaze

Tél. : + 33 (0)1 85 57 84 76 / 84 80

## INFORMATIONS FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2018

### A] PREAMBULE

#### GABON

La Société d'Eau et d'Énergie du Gabon (SEEG), filiale de Veolia Africa à 51%, assurait la production et la distribution d'eau potable et d'électricité sur l'ensemble du territoire gabonais selon les termes d'une convention de concession datant de 1997 et renouvelée pour cinq ans en mars 2017.

Le 16 février 2018, l'Etat gabonais a résilié de manière unilatérale la convention de concession signée avec la filiale de Veolia au Gabon (SEEG), en alléguant plusieurs motifs différents y compris celui de l'intérêt général. Par arrêté ministériel du même jour, l'ensemble des moyens matériels et humains de la SEEG a fait l'objet d'une réquisition par l'Etat gabonais. Un nouvel arrêté a également désigné une direction chargée de mettre en oeuvre les mesures de résiliation et de réquisition.

Le 8 mars 2018, conformément à la convention de concession, la SEEG a soumis au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (« CIRDI ») une requête de conciliation pour tenter de parvenir à une indemnisation à l'amiable du préjudice subi par la SEEG à la suite des mesures illicites prises par le Gabon.

A l'échéance du terme de la période de conciliation, les parties ont constaté qu'elles n'avaient pas réussi à rapprocher leurs positions. En conséquence, la SEEG et Veolia Africa ont initié le 20 septembre 2018 une procédure d'arbitrage devant le CIRDI et un tribunal arbitral a été constitué le 18 janvier 2019.

Depuis le 31 mars 2018, l'arrêt des activités au Gabon a conduit le Groupe à traiter la SEEG en résultat des activités non poursuivies, conformément à l'application de la norme IFRS 5. Ainsi, les comptes de décembre 2017 ont été retraités, afin d'assurer la comparabilité des périodes, en reclassant en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités du Groupe au Gabon conformément à la norme IFRS 5.

#### EVOLUTIONS NORMATIVES

##### Normes applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe applique la nouvelle norme IFRS 9 sur les instruments financiers en remplacement de la norme IAS 39. La nouvelle norme prévoit une application rétrospective sur le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, et plus particulièrement pour le Groupe, de nouvelles méthodologies de dépréciations de créances clients et une régularisation du coût amorti de la dette obligataire ayant fait l'objet d'une renégociation. Au compte de résultat, les retraitements liés à la première application de cette norme conduisent à des impacts peu significatifs sur l'EBITDA et de l'EBIT Courant.

L'application au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la norme IFRS 15 ne génère pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2018.

##### Norme sur les contrats de location (IFRS 16)

La nouvelle norme sur les locations (IFRS 16), publiée le 13 janvier 2016, conduira à reconnaître au bilan tous les engagements de location au sens de la nouvelle norme, sans distinction entre les contrats de location opérationnelle, actuellement reconnus en engagements hors bilan, et les contrats de location financement.

La première application de cette norme impactera le bilan du Groupe comme suit :

- augmentation de l'actif immobilisé (constatation d'un droit d'utilisation) ;
- reconnaissance d'une dette de location (représentative des loyers actualisés) ;
- ajustement des impôts différés et de la situation nette ;

du fait de la première comptabilisation des engagements résultant des contrats de location opérationnelle existant au sein du Groupe.

En vue de la première application de cette norme, le Groupe a mis en place une équipe dédiée en charge du pilotage et de la coordination de l'ensemble des directions impliquées dans la mise en œuvre de cette norme (finance, opérations, achats, juridique, immobilier). Les travaux de recensement et d'analyse des données des contrats de location concernés (de l'ordre de 40 000 contrats) sont achevés.

Les analyses menées ont notamment porté sur les durées de location à retenir en fonction de la nature des contrats de location, des options existantes au sein des accords contractuels et sur la mise en place d'une méthodologie des taux d'intérêt permettant de répondre aux exigences de la nouvelle norme.

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète au 1er janvier 2019, conduisant à comptabiliser les impacts dans le bilan d'ouverture au 1er janvier 2018. Les exemptions de comptabilisation prévues par la norme pour les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois), et les contrats portant sur des actifs de faible valeur, seront appliquées.

Sur la base des analyses et travaux effectués, la première application de cette norme entraînera un accroissement des dettes financières du Groupe compris entre 1,6 et 1,8 milliards d'euros; l'impact sur l'EBITDA de l'exercice 2018 étant de l'ordre de 0,4 milliards d'euros ainsi qu'une hausse des capitaux employés et un levier (Endettement financier net / EBITDA) en légère hausse avec un impact dilutif sur le calcul du ROCE après impôt.

## B] CHIFFRES CLES

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018	Variations 2017 / 2018	
				en courant	à change constant
Chiffre d'affaires	25 124,6	24 818,4	25 911,1	4,4%	6,5%
EBITDA	3 284,1	3 217,1	3 392,0	5,4%	7,3%
Marge d'EBITDA	13,1%	13,0%	13,1%		
EBIT Courant <sup>(1)</sup>	1 519,4	1 497,3	1 604,0	7,1%	9,7%
Résultat net courant – part du Groupe	622,6	613,6	674,9	10,0%	13,3%
Résultat net courant – part du Groupe, hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôt	616,1	607,1	678,6	11,8%	14,7%
Resultat Net part du groupe	401,6	397,7	439,3	10,5%	15,5%
Investissements industriels bruts	1 738,0	1 738,0	1 810,7		
Free cash-flow net <sup>(2)</sup>	655,0	618,7	567,8		
Endettement financier net	-7 841,0	-7 833,2	-9 748,9		

(1) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises dans le prolongement des activités du Groupe et entreprises associées.

(2) Les définitions des indicateurs sont données en annexe de ce communiqué.

Les principaux impacts de change sont les suivants :

**Impacts de change au 31 décembre 2018**

(vs 31 décembre 2017 retraité)	%	(M€)
Chiffre d'affaires	-2,1%	-530
EBITDA	-1,9%	-60
EBIT Courant	-2,5%	-38
Résultat net courant	-3,0%	-20
Endettement financier net	1,1%	86

**C] COMPTE DE RESULTAT**

**1. CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE DU GROUPE**

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 25 911,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 24 818,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité, **soit une progression de 6,5% à change constant et +4,7% en organique**. Hors activité Travaux<sup>(3)</sup> et hors impact du prix des énergies, le chiffre d'affaires progresse de +5,4% (+ 6,4% au quatrième trimestre, après + 5,1% au troisième trimestre, +5,3% au second trimestre et +4,6% au premier trimestre).

L'évolution du chiffre d'affaires sur le quatrième trimestre 2018 est, comme aux trimestres précédents, marquée par une progression dans l'ensemble des segments géographiques :

Variation à change constant	1er trimestre 2018	2ème trimestre 2018	3ème trimestre 2018	4ème trimestre 2018
France	0,6%	-1,1%	2,6%	4,1%
Europe, hors France	6,9%	6,7%	7,4%	7,9%
Reste du monde	14,7%	13,2%	10,7%	9,4%
Activités mondiales	3,5%	-0,6%	11,4%	1,6%
<b>Groupe</b>	<b>7,0%</b>	<b>5,1%</b>	<b>7,8%</b>	<b>6,4%</b>

Le quatrième trimestre est marqué par le maintien de la forte croissance du chiffre d'affaires qui s'établit à +6.4% à change constant. L'accélération de la croissance en France provient des très bons volumes de déchets et de la stabilisation de l'impact des prix des matières recyclées. La croissance reste très soutenue hors de France et particulièrement dans le Reste du Monde (notamment en Asie avec un taux de croissance de +14,2%). Le repli de l'activité Travaux explique le ralentissement des activités mondiales au quatrième trimestre malgré la poursuite d'une forte croissance des déchets toxiques.

<sup>(3)</sup> Les Travaux concernent les activités ingénierie et construction du Groupe (principalement chez Veolia Water Technologies et la SADE), ainsi que les travaux réalisés dans le cadre des contrats d'exploitation.

Par segment, l'évolution du chiffre d'affaires, par rapport au 31 décembre 2017 retraité, se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018	Variations 2017 / 2018		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
France	5 414,5	5 499,3	1,6%	1,6%	1,3%
Europe, hors France	8 504,4	9 096,0	7,0%	7,2%	3,6%
Reste du monde	6 312,4	6 619,7	4,9%	11,9%	10,9%
Activités mondiales	4 558,3	4 665,5	2,4%	3,7%	2,3%
Autres	28,8	30,6	6,3%	6,6%	6,6%
<b>Groupe</b>	<b>24 818,4</b>	<b>25 911,1</b>	<b>4,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,7%</b>

- Chiffre d'affaires en hausse en **France** de 1,3% à périmètre constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité: à périmètre constant, l'Eau est en retrait de -0,1% alors que les Déchets progressent de +3,6%.
  - Le chiffre d'affaires de l'Eau est en retrait de -0,1% à périmètre constant au 31 décembre 2018 par rapport au 31 décembre 2017 retraité, sous l'effet de la baisse des volumes de -0,7% (+1,0% en 2017). Ces baisses sont partiellement compensées par une indexation tarifaire en hausse (+0,7% en 2018 contre +0,2% en 2017);
  - L'activité Déchets est en augmentation de +3,6% en courant au 31 décembre 2018 par rapport au 31 décembre 2017 retraité : la baisse du prix des papiers recyclés (- 60 millions d'euros) est compensée par la progression des volumes et la dynamique commerciale (+5%).
- **L'Europe hors France** est en progression de + 7,2% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité, et affiche une bonne dynamique dans la plupart des régions :
  - Dans la zone Royaume-Uni / Irlande, le chiffre d'affaires de 2 192,6 millions d'euros est en hausse de +4,1% à change constant, grâce à la très bonne disponibilité des PFIs (95% contre 93% en 2017), à la progression des tarifs de l'électricité, aux gains de nouveaux contrats dans les services industriels et à la hausse des volumes traités en enfouissement. La poursuite de très bons résultats en collecte commerciale et les bonnes performances auprès des clients industriels contribuent également à cette progression et compensent l'impact de la baisse du prix des papiers recyclés.
  - En Europe Centrale et Orientale, le chiffre d'affaires s'établit à 3 132,4 millions d'euros et croît de +7,8% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité. L'impact défavorable du climat (-36 millions d'euros) est plus que compensé par :
    - dans l'Energie : des hausses de volumes (+43 millions d'euros) et de tarifs (+54 millions d'euros);
    - dans l'Eau : une progression des volumes d'eau facturés (+1,1% soit + 13 millions d'euros), des hausses de tarifs dans la plupart des géographies de la zone (soit un impact de +28 millions d'euros) et une activité Travaux en progression en Roumanie et en Hongrie ;
    - dans les Déchets, la contribution des acquisitions de 2017 (recyclage plastique en Hongrie et collecte de déchets industriels en République tchèque).
  - En Europe du Nord, le chiffre d'affaires de 2 718,0 millions d'euros est en hausse de +9,7 % à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité. La forte croissance est principalement portée par les acquisitions de 2017 dans les pays nordiques et aux Pays-Bas. L'Allemagne, principal pays contributeur au chiffre d'affaires (1 858,3 millions d'euros) affiche une progression de son chiffre d'affaires de +3,5% : l'impact favorable des acquisitions de 2017 dans l'activité Déchets compense la

baisse des volumes et du prix des matières recyclées, alors que dans l'activité Energie, la hausse des tarifs compense partiellement la baisse des volumes vendus.

- Forte progression dans **le Reste du Monde** de 11,9% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité:
  - Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord s'établit à 2 035,8 millions d'euros soit une hausse de +12,0% à périmètre et change constant et +3,9% à change constant liée principalement à la forte croissance dans l'énergie (+28% à change constant suite à une augmentation des prix et des volumes sous l'effet d'un climat rigoureux en début d'année), à des gains commerciaux (dont le nouveau contrat d'efficacité énergétique avec Dow Dupont aux Etats-Unis), et dans les Déchets (+6,2% à change constant hors cession des activités de Services Industriels) à la croissance des volumes traités de déchets dangereux et dans l'Eau (+7,4% à change constant) avec des gains commerciaux dans l'eau industrielle.
  - Forte progression du chiffre d'affaires en Amérique Latine (+38,2% à change constant) à 795,3 millions d'euros grâce aux hausses tarifaires sur la zone, aux développements commerciaux en Equateur, Chili, Brésil et à l'intégration depuis mai 2018 des activités de Grupo Sala en Colombie.
  - Le chiffre d'affaires de la zone Asie est en nette progression de +16,9% à change constant à 1 789,8 millions d'euros. En Chine, la forte croissance du chiffre d'affaires (+13,3%) est portée notamment par le démarrage de nouveaux actifs dans les déchets toxiques (incinérateurs de déchets toxiques de Changsha et Cangzhou) ainsi que par le développement de nouveaux contrats industriels dans l'Eau et l'Energie (développement du réseau de chaleur de Harbin). Le reste de la zone est porté par un fort dynamisme commercial : démarrage de l'exploitation de la concession d'Hamamatsu et développement de l'activité EPC au Japon, nouveaux contrats dans l'eau industrielle et dans l'Energie en Corée.
  - Le chiffre d'affaires de la zone Pacifique est en progression de +5,4% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité, sous les effets combinés d'une hausse des volumes dans l'Eau (+4,2%), du démarrage de nouveaux actifs dans les services industriels et des acquisitions ciblées de 2017.
  - L'Afrique / Moyen-Orient est en hausse de +7,8% à change constant avec notamment au Maroc la progression de l'activité travaux et des volumes favorables, et au Moyen-Orient, un fort développement commercial dans les services à l'énergie dans le tertiaire.
- **Activités mondiales** : le chiffre d'affaires est en progression de + 3,7% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité:
  - L'activité Déchets dangereux affiche une forte croissance de +10,4% à change constant grâce aux hausses de volumes traités (en partie liée aux travaux du Grand Paris) et à la progression des activités de recyclage des huiles;
  - L'activité de Veolia Water Technologies ralentit au quatrième trimestre et reste en retrait de -6,8% à change constant par rapport à l'année 2017. Le montant de prise de commandes de Veolia Water Technologies enregistré en 2018 ressort en baisse de -4,7% par rapport au 31 décembre 2017 à 1 876 millions d'euros suite à une plus grande sélectivité des projets de Veolia Water Technologies. La Sade est en hausse de 4,5% à change constant avec une activité qui reste très bien orientée en France dans les Travaux et les Telecoms (renouvellement et allongement du portefeuille) et un recentrage en cours à l'international.

L'évolution du chiffre d'affaires entre 2017 et 2018 peut s'analyser comme suit **par principaux effets** :

**L'effet change** de -530 millions d'euros (-2,1% du chiffre d'affaires) reflète principalement la variation du peso argentin (-180 millions d'euros), du dollar américain (-104 millions d'euros), du dollar australien (-75 millions d'euros), du real brésilien (-27 millions d'euros) et de la livre sterling (-21 millions d'euros).

**L'effet périmètre** de 450 millions d'euros s'explique par :

- Les développements réalisés en 2017 : intégration des actifs industriels de Corvara et Hans Anderson en Scandinavie (+135 millions d'euros), rachat des activités de recyclage et déchets plastiques de Van Scherpenzeel Groepe B.V. aux Pays-Bas (+43 millions d'euros) et acquisition d'Eurologistik (25 millions d'euros) et d'activités de recyclage de plastique Multipet / Multiport (+45 millions d'euros) en Allemagne et Hanbul en Corée (+27 millions d'euros) ;
- Les opérations réalisées en 2018 : la cession aux Etats-Unis d'Industrial Services (-169 millions d'euros), l'acquisition de Grupo Sala (+87 millions d'euros) en Colombie et l'acquisition du groupe PPC en Slovaquie (+22 millions d'euros).

L'impact **du prix des énergies et des matières recyclées** s'élève à +87 millions d'euros avec notamment une augmentation du prix des énergies de +177 millions d'euros (principalement aux Etats-Unis, en Europe du nord et Europe centrale et orientale) compensée par une baisse des prix des matières recyclées (-90 millions d'euros d'impact global matières recyclées dont -117 millions d'euros lié au papier).

La dynamique commerciale connaît une amélioration significative (**effet Commerce / Volumes**) à +752 millions d'euros avec notamment :

- Une hausse des volumes de +363 millions d'euros, en lien avec la forte croissance des volumes de déchets (Déchets en France, Royaume-Uni, Amérique latine, Asie notamment dans les déchets dangereux Asie) et dans les activités multi-industrielles (contrat Arcelor). Dans l'Eau, la baisse des volumes en France (-0,7%) est compensée par une croissance en Europe Centrale (+0,9%).
- Un effet commerce de +309 millions d'euros, grâce à de nombreux gains de contrats en Europe (démarrage de nouveaux actifs dans les Déchets et l'Energie) ; en Amérique latine (gains de contrats dans l'Eau en Equateur et en Colombie ainsi que dans les déchets au Chili et Brésil), et en Asie.
- Une contribution des activités de construction à hauteur de +108 millions d'euros avec une croissance de l'activité travaux en Europe du Nord, en Asie et au Moyen-Orient mais une plus grande sélectivité des projets chez VWT.
- Impact du climat dans l'Energie de -28 millions d'euros (défavorable en Europe Centrale depuis le deuxième trimestre, mais partiellement compensé par un effet climat positif en Amérique du Nord au premier trimestre).

Les **effets prix** favorables (+243 millions d'euros) sont liés principalement à des indexations tarifaires positives en France et au Royaume-Uni dans les Déchets, en Europe Centrale dans l'Eau, en Amérique du Nord dans l'Eau et les Déchets dangereux et dans l'électricité au Maroc ainsi qu'à l'impact des hausses des prix en Asie et en Amérique Latine (Argentine).

**Par métier**, l'évolution du chiffre d'affaires par rapport au 31 décembre 2017 retraité se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018	Variations 2017 / 2018		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Eau	10 811	10 894	0,8%	2,3%	2,1%
Eau & Assainissement	7 860	8 053	2,5%	3,8%	3,5%
Eau Technologie et Travaux (VWT-SADE)	2 951	2 841	-3,7%	-1,9%	-1,6%
Déchets	9 037	9 599	6,2%	9,2%	4,9%
Energie	4 971	5 418	9,0%	11,0%	10,0%
<b>Groupe</b>	<b>24 818</b>	<b>25 911</b>	<b>4,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,7%</b>

## EAU

Le chiffre d'affaires de l'Eau est en progression à +2,3% à change constant, et +2,1% à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2017 retraité. Cette évolution s'explique par :

- un impact **volume / développement commercial** favorable (+0,7% hors activité travaux), lié à la hausse des volumes en Europe centrale (+1,1%) et aux développements commerciaux dans le Reste du Monde (Amérique du Nord, Amérique latine et Asie) qui compensent la baisse des volumes en France (-0,7% : impact climat défavorable aux deuxième et quatrième trimestres);
- un **effet prix** positif de +1,1% lié aux hausses de tarifs notamment en Europe Centrale ainsi qu'aux indexations tarifaires dans l'activité Eau France de +0,7%;
- une activité **travaux** en légère augmentation, en hausse dans le Reste du Monde (notamment dans le Pacifique et au Moyen-Orient) compensée par une baisse des travaux de construction chez Veolia Water Technologies, en réorientation progressive vers la technologie et les services.

## DÉCHETS

Le chiffre d'affaires de l'activité Déchets est en forte progression de +9,2% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité (+4,9% à périmètre et change constants), en lien avec :

- Un effet **commerce et volumes** de +3,6% (hors activité travaux), avec une croissance des volumes dans toutes les géographies et plus spécifiquement dans les activités de collecte et de traitement (France +5%, au Royaume-Uni, en Asie et dans les déchets toxiques), un fort taux de renouvellement et de gains de contrats en Europe du Nord, Amérique Latine et dans les déchets toxiques;
- un **effet prix** positif de +2,2% (notamment en Amérique latine, au Royaume-Uni, et en Asie);
- l'impact défavorable des **prix des matières recyclées** (-1,0%) dû au recul des prix du papier ;
- un impact **périmètre** de +4,3% lié aux acquisitions en Allemagne, en Suède, en Colombie et en Asie qui compensent la cession des activités de services industriels aux Etats-Unis (- 169 millions d'euros).

## ENERGIE

Le chiffre d'affaires de l'activité Energie est en hausse de +11,0% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité (+10,0% à périmètre et change constants). Cette évolution s'explique essentiellement par:

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

- un **effet volumes et commerce** de +6,7% (hors activité travaux), avec une hausse des volumes dans l'énergie en Europe centrale et en Afrique Moyen Orient (gain de contrats ENOVA) et le démarrage de nouveaux contrats au Canada et dans les activités de multi-services industriels;
- un **effet prix** en hausse (+2,3%) avec une forte hausse des prix de vente de chaleur et d'électricité en Amérique du Nord et Europe Centrale (Pologne) ;
- un **effet climat** négatif (-0,6%) en particulier en Europe centrale sur le deuxième trimestre;
- un impact **périmètre** (+1%)

## 2. EBITDA

EBITDA (en millions d'euros)	Variations 2017 / 2018			
	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018	en courant	à change constant
France	788,3	802,0	1,7%	1,7%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	14,6%	14,6%		
Europe, hors France	1 300,4	1 354,1	4,1%	3,9%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	15,3%	14,9%		
Reste du monde	875,9	952,6	8,8%	15,3%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	13,9%	14,4%		
Activités mondiales	259,8	272,6	5,0%	6,8%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	5,7%	5,8%		
Autres	-7,3	10,7	na	na
<b>Groupe</b>	<b>3 217,1</b>	<b>3 392,0</b>	<b>5,4%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Taux de marge EBITDA</b>	<b>13,0%</b>	<b>13,1%</b>		

Au 31 décembre 2018, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 3 392,0 millions d'euros, soit une augmentation de 7,3% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité. Le taux de marge passe de 13,0% en décembre 2017 retraité à 13,1% en décembre 2018.

- **En France**, l'EBITDA est en amélioration (+1,7%) :
  - dans les métiers de l'Eau, progression de 4,8% grâce à des gains d'efficacité accrus qui compensent l'effet négatif de la baisse des volumes / climat (-13 millions d'euros) et la poursuite plus modérée de l'impact du pincement prix grâce à une meilleure indexation tarifaire;
  - dans les Déchets, baisse générée principalement par la baisse des cours des papiers recyclés (impact de -13 millions d'euros, stabilisé au quatrième trimestre) et la hausse du prix de gasoil (-16 millions d'euros). Cette détérioration est partiellement compensée par la progression des tonnages dans les activités de traitement.

- Amélioration de l'EBITDA en **Europe hors France** (+3,9% à change constant), qui s'explique par la combinaison de plusieurs effets :
  - en Europe Centrale et Orientale, l'impact de la hausse des coûts des combustibles et du pincement prix dans l'Energie en République tchèque et en Pologne (-22 millions d'euros) ainsi que l'effet climat défavorable (-16 millions d'euros) qui génèrent une baisse de l'EBITDA ; cette baisse est partiellement compensée par un effet positif des hausses de tarif dans l'Eau en Bulgarie, République tchèque et Roumanie et des gains d'efficacité opérationnelle;
  - progression de l'EBITDA au Royaume-Uni grâce à la très bonne disponibilité des usines d'incinération et des gains d'efficacité ; la baisse des prix des papiers recyclés est quant à elle compensée par l'augmentation des prix des métaux ferreux et du plastique;
  - la progression de l'EBITDA de l'Europe du Nord est principalement liée aux opérations de périmètre réalisées en 2017 en Scandinavie, aux Pays-Bas, en Allemagne et à la poursuite de gains d'efficacité opérationnelle.
- Poursuite de la forte croissance de l'EBITDA dans le **Reste du monde** :
  - augmentation de l'EBITDA aux Etats-Unis, essentiellement liée à des effets prix volumes favorables dans l'Energie (impact climat au premier trimestre et évolution favorable du prix de l'électricité);
  - amélioration de l'EBITDA en Amérique Latine, grâce notamment aux bonnes performances dans l'activité Déchets au Brésil, en Argentine et avec, en Colombie, une bonne activité dans l'Eau et l'intégration de Grupo Sala;
  - croissance soutenue de l'EBITDA en Asie portée par la Chine (+18%) grâce à la forte croissance dans l'activité Toxiques (Cangzhou et Changsha), le Japon (nouveau contrat Hamamatsu) et Taïwan.
- Dans le segment **Activités mondiales**, très bonne performance des déchets dangereux mais baisse de l'EBITDA de Veolia Water Technologies en lien avec le recentrage progressif de l'activité.

**Par effet**, l'évolution de l'EBITDA entre 2017 et 2018 peut s'analyser comme suit :

**L'impact change** sur l'EBITDA est négatif et s'élève à - 60 millions d'euros. Il reflète principalement les variations défavorables du peso argentin (-21 millions d'euros), du dollar américain (-12 millions d'euros), du dollar australien (-8 millions d'euros), du real brésilien (-7 millions d'euros), du renminbi chinois (-5 millions d'euros) et de la livre sterling (-3 millions d'euros).

**L'effet périmètre** de +80 millions d'euros concerne pour partie des développements réalisés en 2017, notamment l'intégration des actifs industriels de Corvara et des actifs de recyclage d'Hans Andersson en Scandinavie, des acquisitions en Allemagne d'Eurologistik et Multipet / Multiport et aux Pays-Bas du groupe Van Scherpenzeel Groepe B.V., ainsi qu'en 2018 l'acquisition de Grupo Sala en Colombie et du Groupe PPC en Slovaquie.

Les effets **commerce et volumes** sont favorables à hauteur de +120 millions d'euros en lien avec la croissance organique du chiffre d'affaires aidée par le fort dynamisme commercial et par la progression des volumes, notamment dans les déchets.

Le **climat** pèse sur l'EBITDA à hauteur de -29 millions d'euros avec l'impact d'un second trimestre très doux en Europe centrale, d'un printemps pluvieux seulement partiellement rattrapé en France et en Europe Centrale sur les troisième et quatrième trimestres.

Les **prix des énergies et des matières recyclées** ont un impact défavorable sur l'EBITDA (-69 millions d'euros) dû au pincement tarifaire lié à la hausse du coût des combustibles dans l'Energie (-27 millions d'euros), à la hausse du gasoil dans les activités Déchets (-26 millions d'euros) et à l'impact négatif du prix des matières recyclées (-16 millions d'euros dont -20 millions d'euros sur le papier partiellement compensé par les autres matières recyclées).

L'effet **prix net de l'inflation** est de -130 millions d'euros et concerne notamment les impacts des indexations de prix dans l'Eau et les Déchets qui ne compensent que très partiellement la pression sur les hausses des salaires et autres coûts.

La **contribution des plans d'économies de coûts** s'élève à 302 millions d'euros. Elle porte principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 52%), et les achats (32%), et concerne l'ensemble des géographies : la France (à hauteur de 37%), l'Europe hors France (26%), le Reste du monde (24%), les Activités mondiales (13%). L'objectif de 300 millions d'euros a été dépassé sur l'année 2018.

### **3. EBIT COURANT**

L'EBIT Courant consolidé du Groupe au 31 décembre 2018 s'établit à 1 604,0 millions d'euros, en progression de 9,7% à change constant par rapport au 31 décembre 2017 retraité.

Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT Courant au 31 décembre 2018 versus 31 décembre 2017 retraité sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>EBITDA</b>	<b>3 217,1</b>	<b>3 392,0</b>
Dépenses de renouvellement	-272,4	-279,8
Amortissements (*)	-1 664,8	-1 704,2
Provisions, juste valeur et autres :	119,1	80,2
• Pertes de valeurs nettes courantes sur actifs corporels, incorporels et AFOs	-1,4	0,6
• Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles, ajustements de juste valeur et autres	110,6	68,7
• Plus ou moins-values de cession industrielles	9,9	10,9
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	98,4	115,9
<b>EBIT Courant</b>	<b>1 497,3</b>	<b>1 604,0</b>

(\*) Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels courants (AFO) à hauteur de -135,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre -147,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

L'amélioration de l'EBIT Courant à change constant est le reflet :

- de la croissance de l'EBITDA ;
- d'un niveau de charges d'amortissement de 1 569 millions d'euros en hausse de +4,9% à change constant liées en particulier aux petites acquisitions réalisées;
- de la baisse des remboursements des actifs financiers opérationnels en 2018 ( 135 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 148 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité) liés principalement à des évolutions contractuelles en Chine et en Corée du sud;
- de provisions et de mise à juste valeur inférieures au 31 décembre 2017 retraité;

- d'une progression de la contribution des entités mises en équivalence notamment en Asie (Chine + 19% à change constant) et d'un résultat de cession positif aux Etats-Unis (incluant une plus-value de 16 millions d'euros).

**L'effet change sur l'EBIT Courant** est négatif de -38 millions d'euros et reflète principalement la variation du peso argentin (-15 millions d'euros), du dollar américain (-6 millions d'euros), du real brésilien (-5 millions d'euros), du Renminbi chinois (-5 millions d'euros), du dollar australien (-4 millions d'euros) et de la livre sterling (-2 millions d'euros) que compense partiellement la variation favorable de la couronne tchèque (+5 millions d'euros).

**Les coûts commerciaux, généraux et administratifs impactant l'EBIT Courant** passent de 2 816,6 millions au 31 décembre 2017 retraité à 2 754 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit une baisse de -2,2% en courant (-0,2% à change constant). Le ratio coûts commerciaux, généraux et administratifs sur le chiffre d'affaires est en forte amélioration et passe de 11,3% au 31 décembre 2017 retraité à 10,6% au 31 décembre 2018. Cette baisse constatée est le reflet de la poursuite du plan de réduction des coûts et de ses impacts sur les coûts de structure du Groupe.

#### 4. RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Coût de l'endettement financier net (1)</b>	<b>-409,8</b>	<b>-413,8</b>
Gains nets / Pertes nettes sur les prêts et créances	21,6	14,0
Résultat sur actifs disponibles à la vente	4,6	4,6
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	0,3	-0,1
Résultat de change	-23,8	-10,6
Désactualisation des provisions	-35,4	-30,4
Intérêts sur passif du domaine concédé	-94,3	-94,2
Autres	-22,6	-35,6
<b>Autres revenus et charges financiers courants (2)</b>	<b>-149,6</b>	<b>-152,3</b>
Plus ou moins-value de cession financières (*)	8,0	4,5
<b>Résultat financier courant (1)+(2)</b>	<b>-551,4</b>	<b>-561,6</b>
Autres revenus et charges financiers non courants	-	-
<b>Résultat financier</b>	<b>-551,4</b>	<b>-561,6</b>

(\*) Y compris frais de cessions financières

### Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -413,8 millions d'euros au 31 décembre 2018, versus -409,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité, en légère augmentation dû notamment à la baisse progressive de la performance des placements, ainsi qu'une hausse du coût de la dette en devise dans les pays émergents (écartement du différentiel euro - devise), partiellement compensée par une gestion active de la dette avec une baisse du taux de financement de la dette brute en Euro de 3,04% à 2,91% grâce au refinancement obligataire. Le taux de financement s'établit ainsi à 4,18% au 31 décembre 2018 contre 4,91% au 31 décembre 2017 retraité.

### Autres revenus et charges financiers

Les autres revenus et charges financiers courants s'élèvent à -152,3 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre -149,6 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Ils incluent les intérêts sur passifs du domaine concédé (IFRIC 12) pour -94,2 millions d'euros et les effets de désactualisation des provisions pour -30,4 millions d'euros.

Les plus-values sur cessions financières comptabilisées sur l'année 2018 s'élèvent à 4,5 millions d'euros et comprennent la plus-value sur la cession des activités de services industriels aux États-Unis pour un montant de 36 millions d'euros ainsi que des ajustements de valeur des actifs destinés à la vente en Europe hors France. Au 31 décembre 2017 retraité, les plus-values de cession financières s'élevaient à 8 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité (elles comprenaient entre autre +11 millions sur la cession de Lanzhou en Chine et la mise à juste valeur de Mehrum en Allemagne pour -9 millions d'euros).

## 5. CHARGE D'IMPOT COURANTE

La charge d'impôt courante s'élève à -204,9 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre -194,9 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Le taux d'impôt courant au 31 décembre 2018 est en baisse à 22,1% (versus 23,0% au 31 décembre 2017 retraité\*). Cette diminution s'explique par une taxation plus faible (par rapport au taux d'impôt français) d'une partie significative des résultats du Groupe et une amélioration des résultats en France.

(\*) Taux d'impôt 2017 publié 23,9%

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Résultat avant impôt - Eléments courants (a)</b>	<b>945,8</b>	<b>1 042,4</b>
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées (b)	98,4	115,9
<b>Résultat avant impôt retraité - Eléments courants : (d)=(a)-(b)</b>	<b>847,4</b>	<b>926,5</b>
<b>Charge d'impôt retraitée (e)</b>	<b>-194,9</b>	<b>-204,9</b>
<b>Taux d'impôt retraité sur les éléments du compte de résultat (e)/(d)</b>	<b>23,0%</b>	<b>22,1%</b>

## 6. RESULTAT NET COURANT / RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 674,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 613,6 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité. Hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôts et minoritaires, le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est en augmentation de 14,7% à change constant, à 678,6 millions d'euros contre 607,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente -167,8 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre -137,6 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 439,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 397,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 31 décembre 2018 qui s'élève à 553,1 millions en non dilué, et 577,9 millions en dilué, versus 550,8 millions en non dilué, et 574,6 millions en dilué au 31 décembre 2017, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action au 31 décembre 2018 ressort à 0,67 euro en non dilué et 0,65 euro en dilué, contre 0,60 euro en non dilué et 0,57 euro en dilué au 31 décembre 2017 retraité.

Le résultat net courant par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2018 ressort à 1,22 euro en non dilué et 1,17 euro en dilué, contre 1,11 euro en non dilué et 1,07 euro en dilué au 31 décembre 2017 retraité.

L'effet dilutif pris en compte dans le calcul du résultat net par action concerne les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes émises en mars 2016, ainsi que les programmes de Plan d'Attribution d'Actions de Performance et Plan d'Attribution Gratuite d'Actions mis en place respectivement au 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> novembre 2018.

Au 31 décembre 2018 la formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

2018 (en millions d'euros)	Courant	Non courant	Total
EBIT	1 604,0	-184,5	1 419,6
Coût de l'endettement financier net	-413,8		-413,8
Autres revenus et charges financiers	-147,8		-147,8
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 042,5</b>	<b>-184,5</b>	<b>858,0</b>
Charge d'impôts sur les sociétés	-204,9	4,7	-200,2
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	0,0	0,0	0,0
Résultat net des activités non poursuivies	0,0	-50,6	-50,6
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-162,6	-5,2	-167,8
<b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>674,9</b>	<b>-235,6</b>	<b>439,3</b>

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

Le classement en Actifs et Passifs destinés à la vente de la contribution de Transdev au 31 décembre 2018 ne génère aucun résultat (22,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) ; la valeur de la participation dans Transdev ayant été figée au 31 décembre 2017 conformément à l'application de la norme IFRS 5.

Le résultat net des activités non poursuivies comprend à fin décembre 2018 l'impact de la sortie du Gabon pour -46,4 millions d'euros ainsi que la quote-part de résultat lié aux activités du Groupe en Lituanie pour - 4,2 millions d'euros.

**Au 31 décembre 2017 retraité**, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établissait de la façon suivante :

<b>2017 (en millions d'euros)</b>	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>
EBIT	1 497,3	-234,6	1 262,7
Coût de l'endettement financier net	-409,8		-409,8
Autres revenus et charges financiers	-141,7		-141,7
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>945,8</b>	<b>-234,6</b>	<b>711,3</b>
Charge d'impôts sur les sociétés	-194,9	-22,2	-217,1
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	0,0	22,8	22,8
Résultat net des activités non poursuivies	0,0	18,5	18,5
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-137,3	-0,3	-137,6
<b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>613,6</b>	<b>-215,8</b>	<b>397,7</b>

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>EBIT Courant</b>	<b>1 497,3</b>	<b>1 604,0</b>
Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs	-1,5	0,9
Charges , dépréciations et provisions non courantes	-62,0	-36,7
Charges de restructuration nettes de reprise de provision de restructuration	-157,6	-120,5
Frais de personnel – paiements en actions	-1,4	-17,4
Coûts d'acquisition de titres avec ou sans prise de contrôle	-12,1	-10,8
<b>Total des éléments non courants</b>	<b>-234,6</b>	<b>-184,5</b>
<b>Résultat opérationnel après QPRN des entités mises en équivalence</b>	<b>1 262,6</b>	<b>1 419,6</b>

Les charges de restructuration au 31 décembre 2018 sont liées principalement aux coûts de restructuration des Activités Mondiales (-67,2 millions d'euros). Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 2 conduit à reconnaître une charge de -17,4 millions au titre des coûts générés par la politique d'association des salariés à la performance du Groupe.

## **D** FINANCEMENT

Le tableau ci-après récapitule la variation de l'Endettement Financier Net et du free cash-flow net :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>EBITDA</b>	<b>3 217,1</b>	<b>3 392,0</b>
Investissements industriels nets de cession	-1 648,3	-1 751,5
Variation BFR opérationnel	115,4	61,8
Dividendes reçus des entités mises en équivalence et des co-entreprises	81,3	115,0
Dépenses de renouvellement	-272,4	-279,8
Autres charges non courantes et charges de restructuration	-138,3	-262,6
Intérêts sur passifs du domaine concédé	-94,3	-94,2
Éléments financiers (intérêts versés courants et capacité d'autofinancement financière)	-423,3	-419,2
Impôts payés	-218,5	-193,7
<b>Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières</b>	<b>618,7</b>	<b>567,8</b>
Dividendes versés	-648,1	-659,7
Investissements financiers nets	-418,4	-306,7
Variation des créances et autres actifs financiers	95,4	0,0
Emissions / remboursement de titres super subordonnés	0,0	0,0
Augmentation de capital	23,9	11,3
<b>Free cash-flow</b>	<b>-328,6</b>	<b>-387,2</b>
Effets de change et autres variations (*)	307,5	-1 529,2
<b>Variation</b>	<b>-21,1</b>	<b>-1 916,4</b>
Endettement Financier Net à l'ouverture	-7 812,1	-7 833,2
<b>Endettement Financier Net à la clôture</b>	<b>-7 833,2</b>	<b>-9 748,9</b>

(\*) Les effets de change et autres variations au 31 décembre 2018 incluent le remboursement de la dette hybride pour 1 452 millions d'euros et l'impact de change défavorable (-86 millions d'euros).

**Le Free cash-flow net** avant versement de dividendes et investissements financiers nets s'établit à 568 millions d'euros au 31 décembre 2018 (versus 619 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité).

**L'évolution du Free cash-flow net par rapport au 31 décembre 2017** retraité reflète essentiellement :

- (i) une amélioration de l'EBITDA
- (ii) une variation favorable du besoin en fonds de roulement opérationnel avec une nouvelle réduction de -62 millions d'euros (en dépit de la hausse du chiffre d'affaires) après une baisse de -115 millions d'euros en 2017.
- (iii) des investissements nets en augmentation portés par la concrétisation de projets de croissance plus élevée qu'en 2017 : les investissements industriels bruts sont en hausse de 4,2% à 1 811 millions d'euros, comprenant des investissements de maintenance à hauteur de 789 millions d'euros (soit 3% du chiffre d'affaires), des investissements de croissance sur le portefeuille existant de 713 millions d'euros (contre 707 millions au 31 décembre 2017) et une forte hausse des investissements discrétionnaires qui s'élèvent à 309 millions d'euros.
- (iv) ainsi qu'une augmentation des charges de restructuration liée au plan de transformation de l'activité de Veolia Water Technologies.

Au global, **l'Endettement financier net** s'établit à 9 749 millions d'euros (incluant le remboursement de l'hybride en avril 2018 de 1 452 millions d'euros), contre 9 285 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité de l'hybride. Outre l'évolution du free cash-flow net, l'endettement financier net comprend 307 millions d'investissements financiers (contre 418 millions au 31 décembre 2017), notamment dans les Déchets (Grupo Sala en Colombie) et l'Energie (Groupe PPC en Slovaquie).

L'Endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change défavorable de -86 millions d'euros au 31 décembre 2018 par rapport au 31 décembre 2017.

## **1. INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET FINANCIERS**

### **1.1 Investissements industriels**

Le volume total des investissements industriels bruts, y compris nouveaux actifs financiers opérationnels, réalisés par le Groupe s'est élevé à 1 811 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 1 738 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Les investissements industriels par segment, hors activités non poursuivies, varient de la façon suivante :

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

31 décembre 2018, en millions d'euros	Maintenance et défense du portefeuille (1)	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts (2)	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	327	34	361	-29	332
Europe, hors France	644	58	702	-14	688
Reste du monde	373	207	580	-5	575
Activités mondiales	138	10	148	-11	137
Autres	20	0	20	0	20
<b>Groupe</b>	<b>1 502</b>	<b>309</b>	<b>1 811</b>	<b>-59</b>	<b>1 752</b>

(1) Dont investissements de maintenance à hauteur de 789 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 713 millions d'euros.

(2) Dont nouveaux actifs financiers opérationnels à hauteur de 159 millions d'euros.

31 décembre 2017 retraité, en millions d'euros	Maintenance et défense du portefeuille (1)	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts (2)	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	360	12	372	-15	357
Europe, hors France	590	93	683	-30	653
Reste du monde	426	104	530	-27	503
Activités mondiales	128	0	128	-16	112
Autres	25	0	25	-1	24
<b>Groupe</b>	<b>1 529</b>	<b>209</b>	<b>1 738</b>	<b>-89</b>	<b>1 649</b>

(1) Dont investissements de maintenance à hauteur de 822 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 707 millions d'euros.

(2) Dont nouveaux AFO à hauteur de 112 millions d'euros.

A change constant, les investissements industriels bruts sont en augmentation de 5,6% par rapport au 31 décembre 2017 retraité, suite à l'accélération des investissements industriels de croissance discrétionnaires par rapport au 31 décembre 2017 retraité (+48%). Ces investissements concernent principalement :

- En France, des investissements discrétionnaires pour 34 millions d'euros dans les Déchets (construction de l'incinérateur de Troyes, modernisation de centre de tri d'unité de valorisation énergétique)
- 58 millions d'euros de nouveaux raccordements des réseaux d'eau et de chaleur en Europe Centrale, ainsi que l'accroissement de capacité de recyclage de plastiques
- Dans le Reste du Monde 207 millions d'euro couvrant le développement de capacités de traitement dans l'eau industrielle (Sinopec notamment), la construction de 6 unités de traitement de déchets toxiques en Chine et à Singapour, l'extension de réseaux de chaleur dans l'Energie en Chine ainsi que des investissements au titre de contrats industriels en Chine et en Corée.

## 1.2 Investissements et cessions financiers

Les investissements financiers s'élèvent à 786 millions d'euros au 31 décembre 2018 (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) et incluent notamment les impacts des acquisitions de la société Grupo Sala en Colombie (168 millions d'euros), du groupe PPC en Slovaquie (135 millions d'euros), de minoritaires de la société Veolia Energie Ceska Republika a.s. en République Tchèque (85 millions d'euros) et de la société HCI en Belgique (43 millions d'euros). Au 31 décembre 2017 retraité, les investissements financiers (565 millions d'euros, y compris endettement financier net des entités entrantes) concernaient principalement les impacts des acquisitions de la société Corvara et Hans Anderson (143 millions d'euros), Uniken (66 millions d'euros), du Groupe néerlandais Van Scherpenzeel (56 millions d'euros), d'Eurologistik (40 millions d'euros) et Enovity (26 millions d'euros).

Les cessions financières s'élèvent à 479 millions d'euros au 31 décembre 2018 (y compris frais de cession) et comprennent notamment la cession des activités de services industriels aux Etats-Unis (96 millions d'euros), la cession de 25% de la participation dans la société BVAG (146 millions d'euros) et les cessions partielles ou totales des sociétés PVK (69 millions d'euros) et ScVK (75 millions d'euros) en République tchèque. Au 31 décembre 2017, les cessions financières (147 millions d'euros) comprenaient essentiellement les cessions d'Affinity au Royaume-Uni et des services énergétiques aux bâtiments en Suède.

## 2. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT OPÉRATIONNEL

La variation du Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel (hors activités non poursuivies) s'élève à 62 millions d'euros au 31 décembre 2018, contre 115 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité.

Cette variation entre les deux périodes est liée au besoin en fonds de roulement opérationnel généré par les opérations.

La position nette du BFR au bilan du 31 décembre 2018 est une ressource de 879 millions d'euros en légère amélioration malgré la hausse du chiffre d'affaires de l'activité du Groupe.

## 3. FINANCEMENT EXTERNE

### 3.1 Structure de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Notes annexes aux comptes consolidés	Au 31 décembre 2017 retraité	Au 31 décembre 2018
Dettes financières non courantes	7.1.1	9 457,4	9 655,5
Dettes financières courantes	7.1.1	4 607,0	4 620,9
Trésorerie passive	7.1.3	208,9	215,7
<b>Sous-total dettes financières</b>		<b>14 273,3</b>	<b>14 492,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.3	-6 263,9	-4 556,5
Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture et autres		-1,3	6,1
Actifs liquides et actifs financiers liés au financement	7.1.2	-174,9	-192,8
<b>Endettement financier net</b>		<b>7 833,2</b>	<b>9 748,9</b>

L'endettement financier net après couverture au 31 décembre 2018 est à taux fixe à hauteur de 93% et à taux variable à hauteur de 7%.

La maturité moyenne de l'endettement financier net s'établit à 7,5 ans au 31 décembre 2018 contre 9,2 ans au 31 décembre 2017.

### 3.2 Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe dispose au 31 décembre 2018 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Veolia Environnement :</b>		
Crédit syndiqué non tiré	3 000,0	3 000,0
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	925,0	925,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	-	-
Ligne de lettres de crédit	55,1	64,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>(1)</sup>	5 371,0	3 510,6
<b>Filiales :</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>(1)</sup>	1 067,9	1 238,7
<b>Total des liquidités</b>	<b>10 419,0</b>	<b>8 739,0</b>
<b>Dettes courantes et trésorerie passive</b>		
Dettes courantes	4 607,0	4 622,4
Trésorerie passive	208,9	215,7
<b>Total des dettes courantes et trésorerie passive</b>	<b>4 815,9</b>	<b>4 838,2</b>
<b>Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive</b>	<b>5 603,1</b>	<b>3 900,8</b>

*(1) Y compris les actifs liquides et les actifs liés au financement inclus dans l'endettement financier net.*

La baisse des liquidités nette reflète notamment le remboursement des titres super subordonnés à durée indéterminée (hybride) en avril 2018 pour un montant de 1 452 millions d'euros.

Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

Le 6 novembre 2015, Veolia Environnement a signé un nouveau crédit syndiqué multidevises pour un montant de 3 milliards d'euros, à échéance initiale 2020, étendu à 2022 en octobre 2017 avec une possibilité de tirage en devises d'Europe de l'Est et en renminbi.

Ce crédit syndiqué n'est pas tiré au 31 décembre 2018.

Veolia Environnement a à sa disposition des lignes de crédit bilatérales pour un montant total non tiré au 31 décembre 2018 de 925 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, les lignes de lettres de crédit bilatérales en dollars américains sont tirées à hauteur de 110,9 millions de dollars américains; la partie tirable en cash est de 74,1 millions de dollars américains (soit 64,7 millions d'euros équivalents), non tirée, et figure dans le tableau de liquidité ci-dessus.

## E] RENDEMENT DES CAPITAUX EMPLOYÉS (ROCE)

### ROCE APRÈS IMPÔTS

L'EBIT Courant après impôts est calculé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018
<b>EBIT Courant (*)</b>	<b>1 497</b>	<b>1 604</b>
- Charge d'impôt courante sur les sociétés	-195	-205
<b>EBIT Courant après impôts</b>	<b>1 302</b>	<b>1 399</b>

(\*) Y compris QP de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées.

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 retraité	31 décembre 2018
Actifs corporels et incorporels nets	11 775	12 399
Ecart d'acquisition nets de pertes de valeur	4 928	5 148
Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées	2 114	1 887
Actifs financiers opérationnels	1 614	1 486
Besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net	-2 266	-2 602
Instruments dérivés nets et autres	-8	0
Provisions	-2 478	-2 263
<b>Capitaux employés</b>	<b>15 680</b>	<b>16 057</b>
Impacts des activités discontinuées et autres retraitements <sup>(1)</sup>	-160	172,0
<b>Capitaux employés de clôture ajustés</b>	<b>15 520</b>	<b>16 229</b>
<b>Capitaux employés moyen de l'année (hors Gabon) <sup>(2)</sup></b>	<b>15 552</b>	<b>15 839</b>

(1) Les retraitements en 2017 incluent l'impact des capitaux employés des entités qui ne sont pas dans le prolongement des activités du Groupe soit Transdev Group. Par ailleurs sur les années 2017 et 2018 ont été retraités les capitaux employés des sociétés cédées (Industrial Services aux Etats-Unis en 2017) ou donnant lieu à un reclassement IFRS 5 sur les années 2017 / 2018 (ScVK)

(2) Les capitaux employés moyens sont ajustés de la contribution du Gabon (2017 : 72 millions d'euros, 2018 : 35 millions d'euros)

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts du Groupe est le suivant :

En millions d'euros	EBIT courant après impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE après impôts
2017	1 302	15 552	8,4%
<b>2018</b>	<b>1 399</b>	<b>15 839</b>	<b>8,8%</b>

### ROCE AVANT IMPÔTS

Contrairement au ROCE après impôts, les capitaux employés utilisés pour le calcul du ROCE avant impôts excluent les participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

Les rendements des capitaux employés (ROCE) avant impôts par segment du Groupe sont les suivants :

	EBIT Courant avant impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE avant impôts
<i>En millions d'euros</i>			
France	152,1	1 716,4	8,9%
Europe hors France	681,4	6 820,2	10,0%
Reste du Monde	458,9	4 346,3	10,6%
Activités mondiales	149,9	1 185,2	12,6%
Autres	-43,4	-461,4	N/A
<b>Total Groupe 2017</b>	<b>1 398,9</b>	<b>13 606,8</b>	<b>10,3%</b>
France	114,5	1 659,4	6,9%
Europe hors France	715,0	7 107,3	10,1%
Reste du Monde	525,3	4 492,5	11,7%
Activités mondiales	139,4	1 197,1	11,6%
Autres	-6,1	-465,2	N/A
<b>Total Groupe 2018</b>	<b>1 488,1</b>	<b>13 991,1</b>	<b>10,6%</b>

## ANNEXES

### 1] RECONCILIATION DES INDICATEURS GAAP ET DES INDICATEURS UTILISES PAR LE GROUPE

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section C-6. De la même façon, le tableau de passage du résultat net courant au résultat net part du Groupe tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section C-6.

Le tableau de passage de la capacité d'autofinancement à l'EBITDA est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>2 615,2</b>	<b>2 670,1</b>
Dont capacité d'autofinancement financière	-12,1	-24,8
Dont capacité d'autofinancement opérationnelle	2 627,3	2 694,9
Exclusion :		
Dépenses de renouvellement	272,4	279,8
Charges de restructuration cash	124,5	205,3
Coûts d'acquisitions et frais de cessions sur titres	19,3	19,5
Pertes de Valeur BFR et autres charges non courantes	13,9	57,4
Intégration :		
Remboursement des actifs financiers opérationnels	159,7	135,1
<b>EBITDA</b>	<b>3 217,1</b>	<b>3 392,0</b>

Le tableau de passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) au free cash-flow net est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies</b>	<b>2 390,1</b>	<b>2 391,1</b>
Intégration :		
Investissements industriels nets de subvention	-1 495,5	-1 490,4
Cessions d'actifs industriels	89,3	59,2
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-112,4	-159,3
Remboursement des actifs financiers opérationnels	159,7	135,1
Nouvelles dettes de location financement	-8,1	-13,9
Dividendes reçus	81,3	115,0
Intérêts financiers nets (y compris intérêts I12)	-531,9	-500,4
Exclusion :		
Coûts d'acquisition et frais de cession sur titres, et autres	46,1	31,4
<b>Free cash-flow net</b>	<b>618,7</b>	<b>567,8</b>

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

Le tableau de passage des investissements industriels nets de subvention (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) aux investissements industriels est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	<i>31 décembre 2017 retraité</i>	<i>31 décembre 2018</i>
<b>Investissements industriels nets de subvention</b>	<b>-1 495,5</b>	<b>-1 490,4</b>
Nouvelles dettes de location financement	-8,1	-13,9
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-122,0	-147,1
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-112,4	-159,3
<b>Investissements industriels</b>	<b>-1 738,0</b>	<b>-1 810,7</b>

## 2] RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES EN 2017 AVEC LES DONNEES RETRAITEES 2017

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Retraitement IFRS 5 <sup>(2)</sup>	Retraitement IFRS 9	31 décembre 2017 retraité
Chiffre d'affaires	25 124,6	-306,2	0,0	24 818,4
EBITDA	3 284,1	-63,6	-3,4	3 217,1
EBIT Courant <sup>(1)</sup>	1 519,4	-18,7	-3,4	1 497,3
Résultat opérationnel	1 284,8	-18,7	-3,4	1 262,6
Résultat net courant - part du groupe	622,6	-5,2	-3,8	613,6
Résultat net part du Groupe	401,6	0,0	-3,8	397,7
Investissements industriels bruts	-1 738	0	0	-1 738
Free cash-flow net	655	-36	-1	619
Endettement Financier Net	-7841	0	8	-7833

(1) Y compris quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées au 31 décembre 2017 retraité

(2) Les comptes de décembre 2017 ont été retraités, afin d'assurer la comparabilité des périodes, du reclassement en « Résultat net des activités non poursuivies » des activités du groupe au Gabon conformément à la norme IFRS 5.

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 9	31 décembre 2017 retraité
France	5 414,5	0,0	0,0	5 414,5
Europe hors France	8 504,4	0,0	0,0	8 504,4
Reste du Monde	6 618,6	-306,2	0,0	6 312,4
Activités mondiales	4 558,3	0,0	0,0	4 558,3
Autres	28,8	0,0	0,0	28,8
Chiffre d'affaires	25 124,6	-306,2	0,0	24 818,4

## Communiqué de presse

Paris, 21 février 2019

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 9	31 décembre 2017 retraité
France	788,3	0,0	0,0	788,3
Europe hors France	1 305,0	0,0	-4,6	1 300,4
Reste du Monde	938,3	-63,6	1,2	875,9
Activités mondiales	259,8	0,0	0,0	259,8
Autres	-7,2	0,0	0,0	-7,2
<b>EBITDA</b>	<b>3 284,1</b>	<b>-63,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>3 217,1</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2017 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 9	31 décembre 2017 retraité
France	152,4	0,0	0,0	152,4
Europe hors France	701,5	0,0	-4,6	697,0
Reste du Monde	553,3	-18,7	1,2	535,8
Activités mondiales	155,6	0,0	0,0	155,6
Autres	-43,4	0,0	0,0	-43,4
<b>EBIT Courant</b>	<b>1 519,4</b>	<b>-18,7</b>	<b>-3,4</b>	<b>1 497,3</b>

### 3] DEFINITIONS

#### INDICATEURS STRICTEMENT COMPTABLES (« GAAP » : IFRS)

Le **coût de l'endettement financier net** représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

La **capacité d'autofinancement** totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le **résultat net des activités non poursuivies** est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

#### INDICATEURS NON STRICTEMENT COMPTABLES (« NON GAAP »)

Le terme "**variation à change constant**" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

Le **secteur municipal** se réfère aux prestations des métiers de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des usagers, réalisées dans le cadre de contrats avec des autorités publiques comme des communes, des groupements de communes, des régions ou des États.

Le **secteur industriel** englobe la gestion des services de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des clients industriels ou tertiaires.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur BFR non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La **marge d'EBITDA** est définie comme étant le ratio EBITDA / Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT Courant**, sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- Les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence ;
- Les charges de restructuration ;
- Les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- Les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- Les coûts d'acquisitions de titres.

Le **résultat net courant** résulte de la somme des éléments suivants :

- l'EBIT Courant ;

- le résultat financier courant, qui comprend les éléments courants du coût de l'endettement financier net, et les autres revenus et charges financiers courants y-compris les plus ou moins-values de cessions financières (dont les plus ou moins-values incluses dans les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence) ;
- les éléments courants de l'impôt, et
- la part des minoritaires (à l'exclusion de la part des minoritaires relatifs aux éléments non courants du compte de résultat).

**Le résultat net courant part du Groupe par action** est calculé en divisant le résultat net courant part du Groupe de l'exercice (non retraité du montant du coupon attribuable aux porteurs de titres super subordonnés) par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice.

**Les investissements industriels nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie les **investissements de croissance discrétionnaire** qui génèrent du cash-flow supplémentaire des **investissements de maintenance** qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ainsi que des investissements liés aux obligations contractuelles.

**Les investissements financiers nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

**Le free cash-flow net** correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

**L'Endettement financier net (EFN)** représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital.

**Le leverage ratio** rapporte l'Endettement financier net de clôture à l'EBITDA.

**Le taux de financement** est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies.

**Le rendement des capitaux employés (ROCE) avant impôts** est défini par le rapport entre :

- l'EBIT Courant avant quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y-compris actifs financiers opérationnels et hors participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

**Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE avant impôts** sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

**Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts** est défini par le rapport entre :

- l'EBIT Courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence et après impôts. Il est calculé en soustrayant la charge d'impôt courante de l'EBIT Courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence. La charge d'impôt courante est la charge d'impôts du compte de résultat retraitée des effets d'impôt sur les éléments non courants ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y-compris actifs financiers opérationnels et participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

**Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE après impôts** sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Tant pour le ROCE avant impôts que pour le ROCE après impôts, les impacts de la participation du Groupe dans la co-entreprise Transdev Group, qui ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe, et qui sont comptabilisés dans le Résultat net des autres sociétés mises en équivalence, sont exclus des calculs.

## 4] COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2017 retraité (1)	2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>24 818,4</b>	<b>25 911,1</b>
Coûts des ventes	-20 600,9	-21 671,7
Coûts commerciaux	-619,4	-610,3
Coûts généraux et administratifs	-2 197,9	-2 141,6
Autres charges et produits opérationnels	-236,0	-183,8
<b>Résultat opérationnel avant quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence</b>	<b>1 164,2</b>	<b>1 303,7</b>
<b>Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence</b>	<b>98,4</b>	<b>115,9</b>
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	63,5	71,7
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	34,9	44,2
<b>Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence</b>	<b>1 262,6</b>	<b>1 419,6</b>
Coût de l'endettement financier	-409,8	-413,8
Autres revenus et charges financiers	-141,6	-147,8
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>711,2</b>	<b>858,0</b>
Impôts sur le résultat	-217,2	-200,2
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence	22,8	-
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>516,8</b>	<b>657,7</b>
Résultat net des activités non poursuivies	18,5	-50,6
<b>Résultat net</b>	<b>535,3</b>	<b>607,1</b>
<b>Part des propriétaires de la société mère</b>	<b>397,7</b>	<b>439,3</b>
<b>Part des participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>137,6</b>	<b>167,8</b>
<i>(en euros)</i>		
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION</b>		
Non dilué	0,60	0,67
Dilué	0,57	0,65
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION</b>		
Non dilué	0,57	0,76
Dilué	0,54	0,74
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION</b>		
Non dilué	0,03	-0,09
Dilué	0,03	-0,09

(1) Les retraitements sur l'exercice 2017 concernent le reclassement du Gabon en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5 et l'impact de la première application d'IFRS 9.

## 5] ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE – ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2017 retraité (*)	Au 31 décembre 2018
Goodwill	4 915,7	5 107,7
Actifs incorporels du domaine concédé	3 475,3	3 467,3
Autres actifs incorporels	1 017,1	1 116,3
Actifs corporels	7 294,4	7 856,8
Participations dans les co-entreprises	1 506,1	1 517,1
Participations dans les entreprises associées	607,8	370,2
Titres de participation non consolidés	70,6	44,3
Actifs financiers opérationnels non courants	1 416,8	1 387,1
Instruments dérivés non courants – Actif	27,1	31,6
Autres actifs financiers non courants	348,6	332,8
Impôts différés actifs	965,1	1 028,2
<b>Actifs non courants</b>	<b>21 644,6</b>	<b>22 259,5</b>
Stocks et travaux en cours	721,6	818,0
Créances d'exploitation	8 489,5	9 016,3
Actifs financiers opérationnels courants	197,3	99,3
Autres actifs financiers courants	404,6	432,2
Instruments dérivés courants – Actif	69,9	69,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 263,9	4 556,5
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	487,3	341,8
<b>Actifs courants</b>	<b>16 634,1</b>	<b>15 333,3</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>38 278,7</b>	<b>37 592,8</b>

(\*) Les retraitements sur l'exercice 2017 concernent le reclassement du Gabon en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5 et l'impact de la première application d'IFRS 9

## 5] ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2017 retraité (*)	Au 31 décembre 2018
Capital	2 816,8	2 828,0
Primes	7 161,2	7 182,5
Réserves et résultat part du Groupe	-2 497,8	-4 025,1
<b>Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>7 480,2</b>	<b>5 985,4</b>
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 153,7	1 158,9
<b>Capitaux propres</b>	<b>8 633,9</b>	<b>7 144,3</b>
Provisions non courantes	1 941,6	1 790,3
Dettes financières non courantes	9 457,4	9 655,5
Instruments dérivés non courants – Passif	108,4	55,8
Passifs du domaine concédé - part non courante	1 281,2	1 350,4
Impôts différés passifs	970,1	1 042,6
<b>Passifs non courants</b>	<b>13 758,7</b>	<b>13 894,6</b>
Dettes d'exploitation	10 118,0	10 964,9
Passifs du domaine concédé - part courante	85,8	117,9
Provisions courantes	577,0	530,1
Dettes financières courantes	4 607,0	4 622,5
Instruments dérivés courants – Passif	49,1	83,7
Trésorerie passive	208,9	215,7
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	240,3	19,1
<b>Passifs courants</b>	<b>15 886,1</b>	<b>16 553,8</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>38 278,7</b>	<b>37 592,8</b>

(\*) Les retraitements sur l'exercice 2017 concernent le reclassement du Gabon en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5 et l'impact de la première application d'IFRS 9

## 6] ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2017 retraité (1)	Au 31 décembre 2018
<b>Résultat net</b>	<b>535,3</b>	<b>607,1</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>516,8</b>	<b>657,7</b>
<b>Résultat net des activités non poursuivies</b>	<b>18,4</b>	<b>-50,6</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	1 481,5	1 399,4
Amortissements et pertes de valeurs financiers	-6,5	6,4
Plus ou moins-values de cessions d'actifs opérationnels	-9,9	-10,9
Plus ou moins-values de cessions d'actifs financiers	-15,1	-13,1
Quote-part de résultat net des co-entreprises	-63,5	-71,7
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-57,7	-44,2
Dividendes reçus	-3,4	-4,4
Coût de l'endettement financier net	409,8	413,9
Impôts	217,1	200,2
Autres éléments	146,1	136,8
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>2 615,2</b>	<b>2 670,1</b>
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	115,4	61,8
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-122,0	-147,1
Impôts versés	-218,5	-193,7
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies</b>	<b>2 390,1</b>	<b>2 391,1</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</b>	<b>62,1</b>	<b>-0,1</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>2 452,2</b>	<b>2 391,0</b>
Investissements industriels nets de subvention	-1 495,5	-1 490,4
Cessions d'actifs industriels	89,6	59,2
Investissements financiers	-364,1	-458,8
Cessions d'actifs financiers	136,9	245,1
Actifs financiers opérationnels		
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-112,4	-159,3
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	159,7	135,1
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	81,3	115,0
Créances financières non courantes décaissées	-135,9	-678,6
Créances financières non courantes remboursées	193,5	675,7
Variation des créances financières courantes	37,7	-17,4
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies</b>	<b>-1 409,2</b>	<b>-1 574,4</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</b>	<b>-12,6</b>	<b>-3,2</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-1 421,8</b>	<b>-1 577,6</b>
Variation des dettes financières courantes	-689,4	-980,3

## 6] ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2017 retraité (1)	Au 31 décembre 2018
Remboursement dette hybride	-	-1 452,1
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	1 886,0	1 100,0
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-108,5	-157,5
Variation des actifs liquides et des actifs financiers liés au financement	-163,3	-17,4
Augmentation de capital	15,3	43,8
Réduction de capital		
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-6,7	-109,8
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	1,5	229,9
Emission de titres super subordonnés	-	-
Coupons sur les titres super subordonnés	-67,8	-66,4
Mouvements sur actions propres	23,9	-10,5
Dividendes versés	-580,5	-592,4
Intérêts financiers versés	-437,6	-406,2
Intérêts sur actifs opérationnels IFRIC 12	-94,3	-94,2
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies</b>	<b>-221,4</b>	<b>-2 513,1</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</b>	<b>-2,2</b>	<b>-0,2</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-223,6</b>	<b>-2 513,3</b>
Effets de change et divers	-25,3	-15,7
<b>Variation de la trésorerie externe des activités non poursuivies</b>	<b>-1,1</b>	<b>1,4</b>
<b>TRESORERIE D'OUVERTURE</b>	<b>5 274,6</b>	<b>6 055,0</b>
<b>TRESORERIE DE CLÔTURE</b>	<b>6 055,0</b>	<b>4 340,8</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 263,9	4 556,5
Trésorerie passive	208,9	215,7
<b>TRESORERIE DE CLÔTURE</b>	<b>6 055,0</b>	<b>4 340,8</b>

(1) Les retraitements sur l'exercice 2017 concernent le reclassement du Gabon en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5.